

Tribune de Genève

19-Novembro-1979



Avant les élections du 2 décembre

La gauche fléchit au Portugal

C'est le dimanche 2 décembre, après cinq mois de campagne électorale assez agitée, que les Portugais seront appelés aux urnes afin d'élire un nouveau parlement. D'après la Constitution, ces nouvelles élections législatives sont « intercalaires ». Elles n'éviteront pas celles prévues en 1980, au terme de la législature de quatre ans commencée en avril 1976. Celle-ci n'a pas été interrompue par la dissolution du Parlement, annoncée en juillet dernier par le président Eanes.

DE ESPERANÇA
JULIO 1979

Pour toutes sortes de raisons, cependant, les partis politiques attribuent une importance capitale au scrutin du 2 décembre. C'est le cas, de « l'Alliance démocratique pour une nouvelle majorité » (AD), qui s'estime en effet bien placée pour accéder au pouvoir. L'AD comprend les deux principales formations de la droite portugaise: le Parti social-démocrate (PSD) de Sa Carneiro et le Centre démocratique social (CDS) de Freitas do Amaral. Elle comporte également une composante « écologique », celle constituée par le petit Parti populaire monarchique (PPM), animée par Ribeiro Telles. Finalement, quelques personnalités indépendantes participent au mouvement.

L'AD se livre à une critique globale du pouvoir politique et économique. Celui-ci aurait été annexé par les socialistes et les communistes et n'offrirait donc pas la moindre chance à l'initiative privée. Le

président Eanes, le Conseil de la révolution, la réforme agraire et la Constitution elle-même sont également l'objet de vives critiques de la part de l'AD, qui ne cache guère son ambition: gagner les élections pour modifier la nature du régime politique actuel.

D'où cette accusation, sans doute excessive, portée par Mario Soares: « L'Alliance démocratique est une alliance réactionnaire, un iceberg dont la partie cachée est le fascisme ». Le leader socialiste faisait ainsi référence à l'attitude de l'extrême droite, qui s'est également réfugiée au sein de l'AD, ce que Sa Carneiro est d'ailleurs le tout premier à regretter...

Toujours est-il que la gauche, qui n'a pratiquement pas quitté le pouvoir depuis la révolution du 25 avril 1974, est cette fois-ci sérieusement menacée. Contrairement à la droite elle se présente en ordre dispersé, alors que la méthode électorale en vigueur au Portugal donne un certain avantage aux coalitions électorales. Ainsi, par exemple, on a déjà calculé que 44% seulement des voix pourraient suffire à l'AD pour prendre la majorité des sièges au Parlement. L'unité de la gauche n'a pu se faire en raison de l'hostilité du PS, qui fera encore cavalier seul, ayant refusé aussi des accords à sa droite, contre le Parti communiste. D'ailleurs, Mario Soares a déjà fait savoir que si son parti conserve la majorité relative, il espère que le général Eanes le chargera de former le nouveau gouvernement.

Cela étant, il ne fait de doute pour personne que le PS est en perte de vitesse par rapport aux élections législa-

tives de 1976, où il a frôlé la barre des 35%, alors qu'aujourd'hui on ne lui donne pas plus de 30%. La question qui se pose ici est de savoir où ira la différence.

Le Parti communiste de Alvaro Cunhal affiche à cet égard un grand optimisme. Il fait d'ailleurs l'impossible pour séduire une frange importante de l'électorat socialiste de 1976, menant une campagne assez sage, une campagne où il cherche à enterrer définitivement son image de marque stalinienne. D'où l'accueil très chaleureux qu'il a réservé récemment au leader communiste italien Enrico Berlinguer. Et d'où aussi « l'alliance peuple uni » (APU), formée par le PC et le mouvement démocratique portugais (MDP). On remarquera cependant que l'espace électorale qui existe entre le PS et le PC est convoité par deux petites formations, qui peuvent jouer un rôle de trouble fête: le Parti ouvrier unifié socialiste (POUS) et l'Union de la gauche pour la démocratie socialiste (UEDS), formée par des dissidents du Parti socialiste.

La partie qui se joue le 2 décembre est donc extrêmement serrée et son issue dépend aussi des abstentionnistes: on estime qu'ils pourraient être beaucoup plus nombreux qu'en 1976, ce qui aurait pour effet de compromettre les chances de la droite. D'où les efforts déployés par l'AD pour convaincre les électeurs de l'importance de l'enjeu. Et d'où surtout l'attitude de l'Eglise catholique qui prête ici main forte à l'AD, dans la mesure où des prêtres et des évêques prennent tous les jours la parole pour dénoncer l'abstention comme un grave péché.